

Avant-propos

Avant que vous n'entriez dans le vif du sujet, il me semble important de replacer ce texte dans son contexte avant que vous n'en commenciez la lecture. Il s'agit de la suite directe de [l'œuvre Mise à jour](#), réalisée en 2018, dans laquelle, à l'occasion du cinquantenaire de Mai 68, j'ai adressé une courte lettre et un pavé en béton noir gravé du titre de l'œuvre au chef de l'État lui rappelant de ne pas oublier de servir l'ensemble des Français et non uniquement sa caste. Malgré la bonne réception de mon paquet et les remerciements du Président, rien ne laisse supposer que le message est passé. C'est étonnant. Je me suis donc décidé à envoyer le second volet, bien plus généreux et didactique, de ce qui commence à ressembler à une série.

Comme pour le projet précédent, cette nouvelle œuvre se compose d'une sculpture – que je vous invite à découvrir au bas de cette page – et du texte qui suit, présenté sous forme de livre auto-édité trouvant sa place sur un socle en béton. Le tout constitue une installation dont les modalités de présentation spatiale sont détaillées dans le certificat d'authenticité de l'œuvre. Un seul exemplaire a été produit, passant directement de ma propriété à celle de l'État.

Quant à son statut actuel, la première partie, c'est-à-dire le livre, est arrivée à l'Élysée le 13 juillet 2020 accompagnée d'une invitation à me contacter – restée jusqu'à présent (08.02.2021) sans réponse – afin d'organiser la livraison de la seconde, à savoir la sculpture et le socle, la taille de la caisse de transport excluant un envoi par la poste. L'ensemble est documenté sur mon site que j'actualiserai au fur et à mesure de l'évolution du projet, tout comme [cet avant-propos](#).

Ce nouveau texte s'apparente à une *Lettre ouverte au Président* ou plutôt à la fonction présidentielle – bien qu'il s'agisse aussi d'une tribune à l'adresse d'un public bien plus large – et s'applique à énoncer et développer ce qui était sous-entendu dans l'œuvre précédente. C'est autant un résumé de la situation actuelle qu'une démonstration factuelle des méfaits du capitalisme et de sa forme néolibérale autoritaire, auxquels s'ajoute d'une liste non-astreignante et non-exhaustive des potentialités à nos pieds, tant positives, que négatives et leurs implications, ce fameux *Champ de possibles*.

à Tony Corblin

« ... le siècle eût été bon si l'homme n'eût été guetté par son ennemi cruel, immémorial, par l'espèce carnassière qui avait juré sa perte, par la bête sans poil et maligne, par l'homme. Un et un font un, voilà notre mystère. La bête se cachait, nous surprénions son regard, tout à coup, dans les yeux intimes de nos prochains ; alors nous frappions : légitime défense préventive. J'ai surpris la bête, j'ai frappé, un homme est tombé, dans ses yeux mourants j'ai vu la bête, toujours vivante, moi. Un et un font un : quel malentendu ! De qui, de quoi, ce goût rance et fade dans ma gorge ? De l'homme ? De la bête ? De moi-même ? ¹ »

Berlin, le 8 mai 2020

M. le Président,

J'avais espéré, naïvement, mais non sans sincérité, que mon envoi du 4 mai 2018 ait quelque effet. Si seulement c'était si simple. Malheureusement, à en lire l'actualité depuis, il n'en est rien. Vous avez même durci la ligne et j'ose espérer, tout aussi sincèrement, mais non sans humour, ne pas en être l'origine. Vous avez certes pris le temps de me répondre, empreint d'un dédain magnanime certain, mais je vous en remercie tout de même. La condescendance a cette part de considération que l'on ne saurait trouver dans l'ignorance.

Oserais-je vous demander si vous aviez alors compris le message ? Auriez-vous donc sciemment décidé d'ignorer ce rappel à servir l'ensemble de vos citoyens et non uniquement votre caste ? Je vous ai peut-être surestimé.

En me répondant, vous avez relancé la partie, autorisant implicitement un second envoi. Laissez-moi donc le soin d'étayer mes propos plus précisément à l'aide de cette nouvelle œuvre s'intitulant *Le champ de possibles*.

Précédant de quelques mois le début d'un mouvement social sans précédent en France dont votre politique, en lignée directe de la doxa libérale autoritaire – c'est-à-dire sans autre ambition que de suivre le chemin pré-tracé depuis les années 70, en bon mouton aux œillères volontaires et confortables – est l'instigatrice, ce pavé aurait pourtant dû vous mettre la puce à l'oreille. Il m'est bien sûr connu que vous êtes pieds et poings liés, pris dans le grand train d'un libéralisme débridé, la souveraineté nationale n'est plus, la démocratie non plus (l'a-t-elle jamais été ?), mais votre hâte et votre zèle permanents m'empêchent désespérément de vous voir en martyr. Même si Marx disait que « le dominant est dominé par sa domination » – explication n'est pas excuse – rien ne laisse supposer que cette situation vous incommode. Bien au contraire, un vrai coq en pâte. Le malheur du plus grand nombre semble même vous apporter réconfort.

Loin de moi pourtant l'arrogance d'avoir pressenti le mouvement des Gilets Jaunes, c'est même bien l'inverse, j'étais désespéré de l'inaction et de l'apolitisme générale, mais force est de constater que, comme la roue est apparue au même moment à divers endroits du globe, nous avons eu la nausée de concert comme des millions d'autres. Il n'y a qu'à observer la longévité de la sympathie que leur mouvement a gardé dans l'opinion publique, et ce, malgré l'opiniâtreté des *Chiens de garde*² et le matraquage médiatique nauséabond dont ils furent la cible. Il est heureux de voir que l'opinion publique n'est pas si aisément manipulable malgré les moyens mis en œuvre lorsque chacun ressent dans ses tripes le mal-être que ses héros expriment dans la rue. La gastro-entérite n'est pas encore *médiapulable*.

Dans un climat de « dissolution des liens collectifs et d'anomie générale,³ » l'importance et la portée politique de leur mouvement dépassent de (très) loin ma (non moins) timide tentative de redresser le tir. Ils ont misé leur corps, ils ont mis leur vie en jeu et ceci, malgré eux, il faut le rappeler. Vous avez molesté le droit de manifester en même temps que votre police « matraqu[ait] des personnes âgées, frapp[ait] des handicapés en chaise roulante, tir[ait] au LBD sur des ados, agenouill[ait] des classes entières, lanc[ait] des grenades à l'intérieur des appartements, tu[ait] une vieille dame – et puis bien sûr vis[ait].⁴ » La typologie des réponses apportées aux contestataires permet assez clairement de juger du potentiel déstabilisateur de ceux-ci, autant dire que mon pavé n'a pas atteint l'intensité 1 sur l'échelle du risque systémique : je suis en vie, en liberté et mes mains ainsi que mes deux yeux n'ont pas quitté mon corps. Comme quoi l'art ne peut vraiment pas changer le monde ou peut-être faudrait-il d'abord en réinventer les règles.

Le monde que vous défendez bec et ongles est un monde de destruction et d'exclusion. Il sera bientôt temps de rendre des comptes. L'Histoire ne vous oubliera pas. Vous ne vous agitez pas jusqu'à l'excès si la panique n'avait pas déjà gagné le navire. D'ailleurs le déploiement de votre hélicoptère à l'Élysée le 8 décembre 2019 « au cas où » est un signe assez limpide. Le gouffre est là, sous vos pieds.

C'est toute la logique qu'il faut repenser. Pourquoi continuer de bâtir sur un mur vacillant dont l'imminente chute provoque déjà bourrasques et tremblements ? Vos derniers ébats n'en sont que plus désespérants.

Hong Kong, Chili, Équateur, Liban, Irak : combien de morts vous faudra-t-il pour ouvrir les yeux ? Rien qu'en France le bilan s'élève à 11 morts et plus de 2400 blessés, dont 24 éborgnés et 5 ayant perdu une main pour le seul mouvement des Gilets Jaunes. Votre présidence est criminelle par bien des aspects.

Antonio Gramsci écrivait dans ses *Cahiers de prison* que « si la classe dominante a perdu le consentement, c'est-à-dire si elle n'est plus « dirigeante », mais uniquement « dominante », et seulement détentrice d'une pure force de coercition, cela signifie précisément que les grandes masses se sont détachées des idéologies traditionnelles, qu'elles ne croient plus à ce en quoi elles croyaient auparavant, etc. La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés.⁵ » Cynisme, matérialisme, individualisme, indifférence morale et politique, augmentation drastique des inégalités tant sociales qu'économiques, autoritarisme, violence, etc. Les signes sont là et comme disait le guignol précédent, « Le changement c'est maintenant⁶ ».

Rappelez-vous que nous, le peuple français, ne pouvons vous destituer directement et légalement. Le parlement, constitué de plus de 50 % de vos servants, vous est acquis et la formulation volontairement floue de l'article 68 de la Constitution d'un « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat⁷ » laisse bien trop de place à l'interprétation, quoi que l'actuelle crise du COVID-19 nous offre peut-être sur un plateau les évidences nécessaires pour dérobotomiser votre meute. En attendant, il faut donc bien réfléchir à d'autres voies à moins que vous ayez la décence de partir de vous-même. Ma naïveté est tenace.

Alors voilà. J'aurais pu adresser cette lettre et son nœud coulant interrogatif au représentant du Medef ou encore à la présidente de la Commission européenne, mais *a priori*, je dis bien *a priori*, ce ne sont pas les chefs d'entreprises ou les lobbys ni l'Union européenne qui dirigent ce pays. Le peuple non plus d'ailleurs. Merci à la Cinquième République de nous affubler tous les cinq ans d'un nouveau pantin par un joli simulacre de démocratie où chacun a le droit de se délester de ses responsabilités avec la certitude de voir la confiance accordée piétinée dès l'entrée à l'Élysée. De toute manière, le capitalisme ne saurait se développer en démocratie. Ces deux notions ne peuvent pas coexister pleinement et beaucoup, dans votre camp, l'ont compris dès les années 70, tournant de la radicalisation d'un modèle sociétal alors mis en doute. En 1978, Jensen et Meckling écrivait : « La menace qui pèse sur l'existence de la grande entreprise [...] provient d'un conflit fondamental entre notre forme de démocratie politique et le système de marché. Nous avons la conviction que ces deux systèmes sont incompatibles.⁸ »

L'Europe, dont les traités limitent le cadre démocratique, en est un bel exemple. Le 28 janvier 2015, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, a été très clair à ce sujet après la victoire de Syriza en Grèce : « il ne peut pas y avoir de choix

démocratique contre les traités européens déjà ratifiés⁹ ». En 2007, avec le traité de Lisbonne, le Président Nicolas Sarkozy nous avait déjà bien éclairé sur la signification de la démocratie en actant le contraire de ce que le peuple français avait voté en 2005 lors du référendum sur la Constitution européenne¹⁰. Dans le même élan, votre recours répété aux ordonnances et l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution sont révélateurs du peu de cas que vous faites du débat démocratique. La simple existence de ces dispositifs législatifs est une honte, leur emploi, une horreur. Et passez-moi s'il vous plaît la chansonnette sur la mascarade démagogique que fut le grand débat national.

C'est donc presque par dépit que vous en êtes le destinataire. Vous, le Président, et même si votre volontarisme vous assure un capital antipathie certain, vous n'êtes qu'un des nombreux exécutants d'un corps sans tête. Malgré les apparences, n'y voyez rien de personnel. D'ailleurs, comme pour mon envoi précédent, celui-ci restera à l'Élysée pour les locataires suivants jusqu'à ce que je juge que sa place n'y est plus, en espérant fortement que l'érosion naturelle n'ait pas raison de l'objet avant. Pour m'adresser à votre caste, il me fallait parler à son représentant et à ce jour, en France, c'est vous la pointe de l'iceberg. Si seulement celui-ci pouvait fondre aussi vite que nos chères banquises...

Et justement, parlons-en de notre planète. Sans aucune forme de partage, le capitalisme dont vous arborez les insignes si fièrement a dévasté la Terre en un temps record. Vous n'êtes pas sans savoir que 60 % des populations d'animaux sauvages ont disparu en quarante ans. Notre planète se meurt et on continue de forer, d'extraire, de déforester, de polluer, de surpêcher, de surproduire, de surconsommer, etc. La liste des exactions est longue.

En 2019, le jour du dépassement a été atteint le 29 juillet¹¹. Nous vivons désormais à crédit la moitié de l'année et cette dette-là est tout sauf illégitime. Au 5 mars 2020, la France avait déjà émis tous les gaz à effet de serre qu'elle pouvait rejeter en un an pour respecter l'objectif de neutralité carbone fixé pour 2050¹²...

D'après un rapport des Nations unies¹³ publié le 22 mars dernier, on apprend que notre consommation d'eau a été multiplié par six en un siècle et ils « estiment que près de 52 % de la population mondiale pourrait avoir à vivre en subissant les effets d'une pénurie d'eau d'ici 2050.¹⁴ » Veolia et consœurs ont d'ores et déjà la bave aux pieds.

Selon la FAO¹⁵, plus de 65 milliards d'animaux sont tués chaque année pour notre consommation. À cet effet, une surface équivalente à celle du continent africain, soit 30 415 873 km², c'est-à-dire 20 % de la surface des terres émergées ou encore plus de 47 fois la superficie de la France, a été rasée. D'ici 2080, cette production pourrait augmenter de 60 %...

Nous sommes à l'antipode de la définition de développement durable du rapport Brundtland, pourtant publié il y a plus de trente ans : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.¹⁶ »

Seulement voilà, là où vous pouviez encore vivre en plein déni il y a quelques mois, la situation semble avoir légèrement changé. Le serpent se mord la queue, dévoré par le chaos qu'il a lui-même engendré et ce n'est que le début d'un désastre de longue date annoncé.

Dans l'article « Contre les pandémies, l'écologie »¹⁷ de Sonia Shah, on apprend le lien étroit

entre la destruction exponentielle des habitats sauvages et l'augmentation de la fréquence d'apparition des pandémies : « avec la déforestation, l'urbanisation et l'industrialisation effrénées, nous avons offert à ces microbes des moyens d'arriver jusqu'au corps humain et de s'adapter. » Ce phénomène n'est pas nouveau, nous dit-elle et remonterait à la révolution néolithique, « quand l'être humain a commencé à détruire les habitats sauvages pour étendre les terres cultivées et à domestiquer les animaux », mais il s'accélère dramatiquement à mesure que nous rognons, jour après jour, des parties toujours plus importantes de territoires qui ne nous appartiennent pas, par pur appât du gain et sans nécessité aucune.

À titre indicatif, le colonialisme belge au Congo a abouti à la mutation d'un lentivirus des macaques en virus du VIH, totalisant « 32,0 millions de morts depuis le début de l'épidémie¹⁸ », celui des Britanniques au Bengale aura permis celle de la bactérie aquatique des Sundarbans en choléra « ayant provoqué sept pandémies à ce jour¹⁹ ».

- *Jusqu'ici tout va bien.*²⁰ -

Le « programme Predict, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid)²¹ », a décelé « plus de 900 nouveaux virus liés à l'extension de l'empreinte humaine sur la planète, parmi des souches jusqu'alors inconnues de coronavirus comparables à celui du SRAS », trois fois plus mortel que l'actuel COVID-19. Ce programme, s'attelant depuis dix ans à identifier les microbes des animaux « les plus susceptibles de se muer en agents pathogènes humains (...) avant qu'ils ne déclenchent des épidémies » a été brutalement arrêté par l'administration Trump en octobre 2019. Le serpent a atteint sa propre tête.

- *Mais l'important, c'est pas la chute, c'est l'atterrissage.*²² -

Une fois encore, toujours sans don de voyance et dénué d'un opportunisme morbide dont nombre exploite le filon avec la retenue des orpailleurs du Nouveau Monde, *Le champ de possibles*, commencé en novembre dernier, se serait bien passé de précéder cette pandémie cristallisant d'une tragique évidence l'essentiel de son contenu originel. La coupe était déjà pleine.

À l'image des canaris dans les mines, beaucoup d'entre nous s'agitent depuis longtemps devant l'arrivée imminente du grisou dont l'ignorance volontaire de mineurs toujours plus avarés creuse inlassablement le tombeau de l'humanité. Parmi la foule d'oiseaux que nous sommes, voilà ce que Frédéric Lordon, qui à forte raison ne rate jamais une occasion de vous remettre à votre place, écrivait avec la clairvoyance habituelle au lendemain de l'explosion de Lubrizol en septembre 2019 : « Nous savons donc maintenant de connaissance certaine que le capitalisme, assisté de tous ses fondés de pouvoir gouvernementaux, détruira jusqu'au dernier mètre carré de forêt, asséchera jusqu'à la dernière goutte de pétrole, polluera jusqu'au dernier étang, et suicidera jusqu'au dernier salarié suicidable (il faudra bien en garder quelques-uns) pour extraire le profit jusqu'au dernier euro. (...) Voilà ce que nous apprennent les temps présents, spécialement, mais pas seulement, leurs accidents les plus spectaculaires : (...) qu'une puissance a surgi, qui porte le potentiel, non : la certitude, de détruire l'humanité entière, et que cette puissance, c'est le capitalisme.²³ »

Rien de bien surprenant pour autant puisqu'il s'agit là d'une de ses qualités intrinsèques. Selon Günther Anders, le « geste principal » à l'intérieur du système capitaliste est « une pulsion de mort²⁴ ». Au nom de motifs tout aussi puérils qu'irresponsables, les seigneurs de

cette planète nous délestent sans émotions aucune de la possibilité même de vivre dignement, mais aussi simplement dans un monde habitable pour tous. Pourriez-vous m'expliquer pourquoi nous devons nous battre pour des choses qui ne devraient pas être discutées ? Peu de choses sont infinies et la Terre n'en fait pas partie. Votre croissance sacrée non plus d'ailleurs et vous le savez bien. Un enfant de 5 ans serait plus lucide. Même s'il ne saurait se contenir de manger tous les gâteaux d'un coup, il ne feindrait la surprise au contact de ses doigts sur le fond qu'avec une pudeur candide dont vous avez, pour notre grand malheur, jusqu'à l'essence perdu le souvenir. Votre hardiesse suicidaire d'adolescent m'amène à penser qu'une bonne giflé vous remettrait peut-être les idées en place. J'avais d'ailleurs nourri l'espoir secret que vous trébuchiez et qu'au doux contact du pavé envoyé en mai 2018, vous vous réveillerez les idées claires.

La rationalité supposée de l'*homo œconomicus* que vous êtes devrait pourtant vous avoir familiarisé avec la notion de limite. Tout le monde connaît et reconnaît l'évidence frappante de simplicité de l'adage : à jouer avec le feu, on finit par se brûler. Maximiser sa satisfaction en utilisant au mieux ses ressources sous-entend l'analyse préalable de celles-ci, c'est-à-dire d'en connaître les limites. Doit-on voir là la preuve d'un « manquement à [vos] devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de [votre] mandat²⁵ » ? Serait-ce l'ivresse du pouvoir qui entache votre capacité à penser rationnellement ? La quête de l'intérêt personnel supplanterait-elle le *Bien commun* ?

Pourtant, il semble que vous affectionnez ce terme. Bridier l'État pour laisser la *Main invisible* guider le monde - économique - constitue même la règle d'or de l'Olympe. Votre irrévérence envers la démocratie ainsi que votre autoritarisme, affections pathologiques très en vogue, illustrent tout aussi parfaitement l'affinité particulière mais unilatérale vous liant à cette idée. Cependant, aussi jouissif et grand que soit votre pouvoir, aussi démesuré que soit votre ego, aussi systématique que soit votre plaisir de violenter la démocratie, aussi incontestable que soit votre capacité à écraser une foule de manifestants avec des armes de guerre ou à mobiliser l'armée contre des civils, aussi immense que soit votre volonté de détruire le corps social et d'augmenter les inégalités, aussi évident que tout ceci soit ; face à un virus qui frappe à l'aveugle, si petit soit-il, vous êtes impuissant(s). Votre pouvoir est inopérant et ses limites matérialisées par la désertification de nos rues et l'immobilisme général.

C'est par l'absence que votre faiblesse se manifeste. La nôtre, également, me direz-vous, mais nous sommes bien peu à être atteints de la même maladie. Cette leçon d'humilité n'est pas à ignorer. Notre suprématie n'est qu'illusion. Cette vision hiérarchique du monde du vivant et la survalorisation conséquente de l'Homme - blanc, possédant et égoïste - trouve ici sa fin. Bercés par le mythe borgne Smithien, nous avons perdu à *notre* propre jeu. Peut-être est-il temps de changer de perspective.

*

À ma connaissance, aucun système vivant ne fonctionne comme nous. Votre propre corps ne survivrait pas à une mise en concurrence de ces éléments constitutifs. C'est leur coopération qui nous maintient en vie. Ce sont environ 38 000 milliards de bactéries pour 30 000 milliards de cellules qui, dans une association mutuellement bénéfique et indispensable, nous font vivre. En comparaison et d'un point de vue politique, notre organisation sociétale, verticale et centralisée, fait pâle mine. Sans cette interdépendance positive, la vie n'aurait pas existé sur Terre.

Le libéralisme, en institutionnalisant le culte de la compétition à son extrême va, depuis

presque quatre siècles, à l'encontre de ce que l'évolution a appliqué avec un succès manifeste durant des milliards d'années. « Dans l'ordre du vivant, des sociétés bactériennes aux sociétés humaines, la coopération est hiérarchiquement supérieure à la compétition²⁶ », nous dit Alain Caillé dans la préface du livre *L'entraide, l'autre loi de la jungle* de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle. La compétition existe, point de déni, « mais elle est coûteuse en énergie et risquée, ce qui la rend hasardeuse lorsqu'il s'agit de s'engager dans une « lutte pour la vie » efficace et durable²⁷ », nous disent les deux chercheurs. Faire l'impasse volontaire de ce principe fondateur du vivant, l'entraide, c'est faire preuve d'hémiplégie²⁸ idéologique. Il serait temps de réapprendre à marcher.

La Fontaine l'écrivait déjà au XVII^e siècle dans la fable *L'âne et le chien* : « Il se faut entraider, c'est la loi de nature ». L'âne bourgeois, satisfait de sa position privilégiée momentanée et insensible à la faim du chien, meurt seul égorgé par le loup. Il n'y a qu'un pas afin d'imaginer le chien se joindre au loup pour ce festin improvisé.

Gérée comme le néolibéralisme le prescrit, c'est-à-dire par autorégulation de l'épidémie par la mise en concurrence des systèmes immunitaires de chacun, cette fameuse immunité de groupe ou immunité collective, le bilan de l'actuelle pandémie serait drastiquement plus élevé que ce qu'il n'est et ce, malgré votre gestion catastrophique de celle-ci dont vous êtes, soit dit en passant, pleinement conscient au vu de l'auto-immunité que vous venez de vous accorder : « Responsable, mais pas coupable²⁹ », c'est bien ça ?

Reprenons. L'eugénisme d'une telle stratégie aurait permis de réaliser des économies monstres – le terme est amusant – décimant les plus vulnérables, c'est-à-dire, en grande majorité, les plus âgés ou autrement dit les retraités, rajeunissant du même coup brutalement la moyenne d'âge de la population et augmentant proportionnellement le parc des actifs. C'eût été un coup de maître.

D'ailleurs, c'est sans surprise que vos esprits malades se sont d'abord égarés en terrain connu. En tout cas, compte tenu des informations actuelles, tout le laisse à penser. Pourquoi changer ? Comme à l'accoutumé, vous avez privilégié l'économie alors que les veaux brûlaient déjà : « Il ne faut pas se leurrer, la priorité du départ n'était pas 100 % sanitaire, mais économique. Il fallait rassurer les milieux économiques et financiers³⁰ » nous révèle un haut responsable du pouvoir. Cette vilénie est corroborée par le passage en force de la réforme des retraites en ayant recours à l'article 49.3 à la suite d'un Conseil des ministres extraordinaire consacré au coronavirus le 29 février et ceci, plus d'un mois après le recensement officiel des trois premiers cas en France et l'alerte lancée fin décembre par l'ambassadeur de France à Pékin³¹... L'annonce « de porter l'épargne-retraite à 300 milliards d'euros à l'horizon de la fin du quinquennat³² » se faisait manifestement plus pressante que la vie de vos con(s)(d')citoyens pour rassurer les marchés par un énième viol de la démocratie dont vous êtes tout aussi manifestement friand.

M. le Président, la concurrence n'est qu'un moteur de progrès court-termiste dont l'échéance était hier. Il faut en finir avec la suprématie de la loi du plus fort. Même si là n'a pas été votre réflexe premier, l'évidence vous aura finalement atteint comme tout le monde. Même si cette décision n'en fut une que par défaut, ce n'est qu'ensemble que nous pouvions triompher de cette crise. Même si le modèle capitaliste s'est imposé par la force et que beaucoup ont du mal à imaginer autre chose, il ne nous définit pas pour autant. Tout est affaire d'éducation, de culture, mais dans un premier temps de volonté politique, la nôtre assurément. Nous sommes « l'une des espèces les plus coopératives du monde vivant. Bref, nous sommes l'entraide incarnée.³³ » Ce devrait être simple de réveiller en

nous ce que nous avons toujours su.

Dans cette situation, il devient vital de se nourrir de contre-exemples positifs et concrets afin de briser le cercle vicieux dans lequel le poids de l'inexorable échec dessaisit toute action de ses moyens avant sa naissance. C'est là une des grandes victoires du néolibéralisme. Son joug sur les esprits est puissant et sa fatalité du pire nous isole même de nous-même. La méfiance est partout. Ce sentiment d'impuissance omniprésent endigue la tangibilité de projections positives. Combien de fois aurais-je entendu que ça ne servait à rien ? Mais que peut-on faire ? « La classe dirigeante veille à ce que le récit officiel soit celui de nos défaites. Le vol de l'histoire populaire est un des lieux centraux de son hégémonie, car il entretient les dominés dans l'impuissance³⁴ », raconte Bernard Friot.

Il est alors essentiel d'explorer toutes les potentialités effectives s'offrant à nous de manière à construire un imaginaire émancipateur collectif, mais aussi ou surtout positif, capable de donner forme aux luttes d'aujourd'hui.

Margaret Mead dans son livre *Mœurs et sexualité en Océanie* dépeint un peuple dénué des concepts qui nous gouvernent. Les tribus de langue arapesh, originaires de Nouvelle-Guinée dans la région du Sepik, « substituent à l'agressivité, à l'initiative personnelle, à l'émulation et à l'instinct de possession – mobiles habituels de notre civilisation – un ordre social où la sympathie et l'attention à l'égard des soucis et des besoins d'autrui³⁵ » régit l'ensemble. « à aucun moment, l'Arapesh ne s'exprime en propriétaire, fier d'accueillir un étranger sur son sol, ou de couper un arbre parce qu'il lui appartient.³⁶ (...) Ils ont élaboré un système différent, et des plus extraordinaires, qui exige de chacun beaucoup d'efforts, mais qui, en revanche suscite une atmosphère de coopération et de cordialité qui, pour eux, est plus importante que tout le reste.³⁷ (...) La vie économique arapesh est axée de façon insistante sur la participation de chacun à des entreprises que d'autres ont conçues. (...) Lorsque tous sont accoutumés à participer spontanément à l'exécution d'un projet quelconque, et qu'un ostracisme sans rigueur suffit à rallier le paresseux, la notion de commandement se présente sous un aspect foncièrement différent de celui qu'elle assume dans une société où chacun mesure sa propre agressivité à celle des autres.³⁸ »

Par exemple, « quiconque a une récolte d'ignames manifestement plus abondante que celle de son voisin (...) distribue toutes ses ignames pour être des semences. Parents et voisins lui apportent de leur propre récolte et repartent chacun avec un sac de semences. (...) De cette façon, la chance ou les talents d'un homme ne tournent pas à son avantage exclusif, mais sont socialisés : le stock de semences de la communauté s'en trouve accru.³⁹ » Suivant cet exemple, n'est-il alors pas simple d'imaginer la socialisation des bénéfiques des entreprises ?

Chez les Arapesh, l'apparition d'une société saine et respectueuse du bien-être de chacun en accord avec leur environnement s'est développée naturellement et ce simple constat nous impose une nouvelle leçon d'humilité. Jusqu'à maintenant, nous avons échoué. Il serait intéressant de se pencher sur les conditions ayant permis ce développement et celles de notre fourvoiement, mais là n'est pas l'objet de cette lettre. Ce qui est important de retenir à ce stade, c'est qu'à l'inverse de ce que pouvait prêcher la vieille sorcière, il existe des solutions alternatives éprouvées pour ainsi dire, non-théoriques, réelles, sur lesquelles des chercheurs se sont penchés. Les Arapesh ne sont pas les seuls à s'être développés loin de la logique capitaliste. Dans son livre *L'entraide un facteur de l'évolution*, Piotr Alexeïevitch Kropotkine « observe [également] l'organisation des peuples autochtones (dépourvus de pouvoir centralisé), dont les règles, remarque-t-il, reposent principalement sur des rapports d'échanges coopératifs.⁴⁰ »

Bien sûr, il n'est pas question d'attendre l'avènement naturel d'un changement radical de notre société : le temps nous manque et puis, « la taille de nos sociétés et l'uniformisation des modes d'organisation (sans parler de leur indigence) ne permettent pas de compter sur le « bon fond » des plus altruistes.⁴¹ » Quant à l'émigration vers une autre planète en bonne logique impérialiste, telle que la définit Hannah Arendt, c'est-à-dire l'expansion territoriale afin de ne pas freiner le développement de l'économie capitaliste, il semble que l'idée même s'évanouit devant l'imminente échéance : la destruction accélérée de notre habitat ne permettra pas le développement des technologies requises à temps et c'est tant mieux. Il faut prendre des décisions qui, s'appuyant sur des recherches transdisciplinaires, refaçonneront notre monde de manière positive pour le bien commun. Même pour vous, M. le Président. Il ne faut pas se laisser hanter par les spectres du passé.

« Smith et les autres ont vu juste en observant les propriétés auto-organisatrices des systèmes économiques et sociaux, qui ne nécessitent pas d'efforts de planification et qui au contraire peuvent être perturbés par ces derniers. Mais l'erreur monumentale a été de supposer que ce type d'auto-régulation pouvait émerger d'une simple notion d'intérêt égoïste [...]»⁴². En ne jouant qu'avec la moitié des pièces, la partie était perdue d'avance.

Le système économique actuel, en excluant tant les coûts et les profits sociaux qu'environnementaux, sous-estime énormément les coûts réels et surestime conséquemment sa profitabilité... à dessein. Comme nous l'explique Grégoire Chamayou dans son ouvrage *La société ingouvernable*, « le capitalisme est une économie de la décharge⁴³ » en ceci qu'« il se soulage [...] sur son environnement social et naturel de tout un ensemble de négativités [bien-être, santé, pollution, vie, etc.] dont d'autres, humains et non-humains, supportent le fardeau. » Ce n'est qu'au prix de cette externalisation forcée, ce n'est qu'au prix d'un transfert volontaire d'une partie essentielle des coûts vers la nature et les hommes, que le capitalisme présente un bilan économique positif. Dès le début de la révolution industrielle, il fut décidé « de ne « comptabiliser que les « coûts économiques », mais pas les « coûts sociaux ». » On arriverait à un rapport négatif si on établissait un rapport coût réel/profit réel. Ce que vous économisez d'un côté, nous le payons de l'autre et vous aussi à terme. L'échelle temporelle n'est simplement pas la même.

À propos du monde social, Pierre Bourdieu disait en 1998 qu'« on ne peut pas tricher avec la loi de la conservation de la violence : toute violence se paie et par exemple la violence structurale qu'exercent les marchés financiers, sous forme de débauchages, de précarisation, etc., a sa contrepartie à plus ou moins long terme sous forme de suicides, de délinquance, de crimes, de drogue, d'alcoolisme, de petites ou de grandes violences quotidiennes⁴⁴ » ou de morts, comme il était annoncé sur une banderole de manifestants en blouses blanches en décembre 2019 : « L'État compte les sous, on va compter les morts⁴⁵ ».

Ce principe s'applique également à notre environnement, nous le savons aujourd'hui. Si tant est que la crise du COVID-19 n'ait pas suffi à vous convaincre, cette évidence apparaîtra de plus en plus limpide avec les catastrophes environnementales et autres pandémies sujettes à s'installer en norme. On parle de morts par centaines de milliers ou plus, et ce, à chaque fois, qui s'ajouteront aux on-ne-peut-plus innombrables morts annuels de la famine et de la pollution, soit environ 18 000 000 d'humains⁴⁶, mais « au prisme de l'économie capitaliste, [...] ces négativités ne comptent pas.⁴⁷ »

Comme d'autres, Bourdieu réfléchissait à la création d'une économie incluante, à long-terme et vouée au bien-être de l'ensemble de la population. « À cette économie étroite et à

courte vue, il faut opposer une « économie du bonheur », qui prendrait acte de tous les profits, individuels et collectifs, matériels et symboliques, associés à l'activité, et aussi de tous les coûts matériels et symboliques associés à l'inactivité ou à la précarité.⁴⁸ » À cette économie du bonheur, il conviendrait d'ajouter les coûts et les profits environnementaux pour que le tableau soit complet. L'opposition homme-nature, tout comme l'opposition compétition-coopération doivent être dépassées. Ce n'est qu'une question de perspective. Il faut en finir avec le déni volontaire du monde libéral et sa schizophrénie dérivée en passant d'une vision verticale restrictive à une vision horizontale englobante.

Là où Bourdieu esquisse une idée très générale, Friot détaille très pratiquement un ensemble de mesures concrètes, mais l'idée d'ensemble reste la même. Il faut arrêter de compartimenter la vie des individus en terme de profits uniquement liés à la productivité, à la rentabilité et à la compétitivité et mettre à plat l'ensemble des paramètres de l'équation, c'est-à-dire *les individus dans leur entier*. Il s'agit, comme il le dit lui-même, « plus d'une [question] anthropologique que moral : c'est quoi, être humain ? [...] Notre constitution comme humain suppose que nous soyons reconnus sur les deux versants du travail, concret et abstrait : l'utilité sociale de l'activité et la contribution à la production de valeur.⁴⁹ »

Par conséquent, chaque individu, par le simple fait de vivre et de faire partie de la société, c'est-à-dire de remplir une fonction sociale, est producteur de valeur économique qui justifie l'attribution d'un « salaire à la qualification personnelle » dès 18 ans, sur une échelle de 1 à 4 et ce, jusqu'à la mort. Concrètement, ce salaire à vie tout comme les investissements seraient financés par des caisses de cotisations versées par les entreprises - remplaçant *ipso facto* le « salaire direct » - selon le modèle déjà existant du régime général de la Sécurité sociale. Tout le PIB serait ainsi socialisé. Vous vous rappelez de la récolte d'ignames ?

Lier le salaire aux personnes et non plus à leur emploi ou à leur performance sur le marché en leur attribuant un salaire à vie, enrichir la citoyenneté de ce droit-là, c'est exprimer la responsabilité de chacun dans la production de valeur économique de manière étendue à toute activité sans se limiter à la comptabilisation du seul « temps de travail ». Aujourd'hui nous n'avons pas droit au salaire en tant que personnes, mais seulement lorsque nous sommes reconnus comme travailleurs. On retrouve ici une manifestation de l'hémiplégie capitaliste où la compétitivité vient mettre en concurrence le temps travaillé au temps non-travaillé et le caractère pernicieux que cela induit. Par exemple, dans le cadre familiale et selon le schéma traditionnel toujours bien ancré, le temps hebdomadaire moyen de travail domestique d'une femme en couple avec enfants représente 34 heures, contre 17 pour les hommes⁵⁰, ce qui se traduit par la non-rémunération de deux tiers du travail des femmes, contre un tiers pour les hommes...

La « maîtrise [de la classe dirigeante] de nos vies au travail repose sur l'intermittence de notre reconnaissance comme producteurs. Dans le capitalisme, le travail productif est à la main des détenteurs du capital, qui entendent bien décider, eux, des moments où nous sommes producteurs et des activités dites productives. Cela laisse des temps sans ressources du travail, des temps « hors travail ». Cela relève « de la violence sociale qu'il y a à tenir le travail à distance de nos vies, pour transformer en servitude cette dimension essentielle de nos existences⁵¹ », nous explique Bernard Friot.

Le chantage que représente le travail dans sa conception volontairement étriqué, c'est-à-dire uniquement « lorsque l'on met en valeur du capital⁵² », est une entrave à l'émancipation personnelle et, conséquemment, à l'amélioration de la vie en société. Le

contrôle vertical n'en est que plus aisé.

Le salaire à vie ne saurait pourtant suffire à la refonte complète de notre société sans s'accompagner d'une transition de la propriété lucrative – c'est-à-dire de tirer un revenu de son patrimoine *en tant que propriétaire*, c'est-à-dire par *la captation d'une partie du travail d'autrui* – vers la propriété d'usage afin que les individus décident collectivement et démocratiquement de l'utilisation des biens de productions, le tout bien sûr en collaboration/partenariat avec le milieu dans lequel cette production s'insère, c'est-à-dire tous les acteurs en jeu y compris la nature. Ce glissement de la définition de propriété est vital. C'est donc de l'usage d'un bien que découle la propriété et non l'inverse, ce qui permettra entre autres d'empêcher l'augmentation des différences sociales au fil des générations par accumulation de capital et la reproduction des inégalités sociales que nous connaissons.

Pour ce qui est de l'organisation politique qu'une telle transformation impliquerait, tant au niveau de petites structures que des plus grandes, les propositions de Friot trouvent écho ou plutôt une continuité dans les travaux d'Elinor Ostrom sur la gouvernance des biens communs, car toute chose collectivement utilisée, étant soumise à la propriété d'usage, deviendrait automatiquement un « bien commun », des usines aux forêts, etc. et devrait donc être gérée comme telle.

Première femme mais également première politologue – n'en déplaise aux orthodoxes – à recevoir le prix de la Banque de Suède en sciences économiques, communément surnommé « prix Nobel d'économie », en 2009 avec Oliver Williamson « pour leur analyse sur la gouvernance économique⁵³ », Ostrom a mis au point, par une approche transdisciplinaire novatrice durant de nombreuses années d'observations sur le terrain, d'expériences en laboratoires et la mise en place de réseaux collaboratifs à l'échelle mondiale, un ensemble de principes fondamentaux – que je ne développerai pas ici – pérennisant l'auto-gouvernance de biens communs dont l'émergence dépend de deux éléments clés : la réciprocité et la confiance.

S'opposant à la vision néo-classique de l'économie pour laquelle la maximisation de l'utilité est la seule forme de comportement rationnel car, d'après elle, la rationalité des individus est limitée, comme nous l'avons vu précédemment, Ostrom a ouvert une troisième voie là où, habituellement, soit l'État imposait le bien public, soit les droits de propriété individuelle étaient définis strictement.

Selon Ostrom, « une gouvernance réussie requiert une hiérarchie emboîtée de procédures, avec des règles qui organisent les activités de routine à la base, des procédures de décision collective pour modifier ces règles à un niveau supérieur, et des mécanismes de choix constitutionnel au sommet. Ostrom nomme [jeux polycentriques](#) ces procédures de prise de décision à plusieurs niveaux.⁵⁴ »

Initialement développés pour la gestion de ressources naturelles, « la généralisation [de ces principes] est possible parce que les principes de conception découlent non seulement de la théorie politique [...], mais aussi de la dynamique évolutive de la coopération de toutes les espèces et de l'évolution bioculturelle de notre propre espèce⁵⁵ », écrivent Ostrom, Michael Cox et David S. Wilson dans un article publié en 2013.

Tout ceci ne constitue bien sûr que des pistes non-astreignantes sur lesquelles je passe volontairement très vite, car l'objectif ici est autre. J'espère par ailleurs ne pas avoir altéré la teneur des recherches exposées à la hâte et je vous encourage fortement à vous plonger

en profondeur dans ces travaux remarquables.

Dresser la carte *in extenso* des potentialités de demain et de l'interconnectivité de ces recherches constitue une tâche à part entière qui fera probablement l'objet de travaux ultérieurs. Je souhaite ici simplement mettre l'accent sur la nécessité urgente de changer de paradigme, et la richesse des potentiels théoriques et pratiques à disposition, ce fameux *champ de possibles*.

Avec vos idées de grandeur, vous devriez mieux que quiconque regarder plus loin. Vous pourriez rester dans l'Histoire pour autre chose que le déploiement de soldats contre votre propre population, être le Président de la rupture, du renouveau. Ce nœud coulant interrogatif est une invitation à suicider le système présent. Coulez-le !

Alors Jupiter, n'est-ce pas tentant ? Votre folie des grandeurs, aurait-elle finalement des LIMITES ? Suicidez donc ce que vous êtes et renaissiez en ce Phénix socialiste – à ne pas confondre avec cette fourberie qu'est le Parti socialiste – que la planète entière se meurt, littéralement, de rencontrer. Les crises offrent un champ de possibles. À nous d'y planter les bonnes graines. Pourquoi continuer cette monoculture appauvrissant sols et esprits ?

En 2008, les banques ont été sauvées, mais il aurait peut-être fallu nationaliser... c'eût été un début. Quel parent offrirait une voiture neuve et une caisse de champagne à l'enfant ivre venant de crasher la précédente ? La crise actuelle offre sur un plateau les conditions d'un basculement aussi total que nécessaire à notre survie. Nous avons les moyens, tant techniques qu'intellectuels, de vivre autrement.

*

Malgré la peur et l'incertitude des semaines passées, beaucoup auront eu le temps de le réaliser pleinement. Ce temps si précieux que vous vous échinez d'ordinaire à nous voler nous a été rendu pour une courte période. Selon un calcul de l'AFP⁵⁶, ce sont 3,38 milliards de personnes qui ont été appelées ou astreintes par leurs autorités à rester confinées chez elles, soit 43 % de la population mondiale. Bien sûr, ce pourcentage s'amointrit si l'on exclut toutes celles et ceux qui ont pu ou dû continuer leurs activités en télétravail, mais rien qu'en France, on comptabilisait plus de 11,3 millions de personnes en chômage partiel⁵⁷, soit plus de 38 % de la population active⁵⁸ et c'est sans compter tous les indépendants qui ne pouvaient pas travailler. Admettez que ce potentiel de « temps de cerveaux humains disponibles⁵⁹ »... pour eux-mêmes a quelque chose d'excitant ! Ou d'effrayant, selon l'angle.

Il est assurément des situations plus commodes que le confinement pour apprécier cette liberté retrouvée, mais ce moment reste quand même historique. « On a un arrêt général brusque et il serait terrifiant de ne pas en profiter pour infléchir sur le système actuel. On disait qu'il était impossible de tout arrêter, on l'a fait en deux mois. On se rend compte que brusquement, on peut tout arrêter et que les États peuvent s'imposer. Si on ne profite pas de cette situation incroyable pour voir ce qu'on garde ou pas, c'est gâcher une crise, c'est un crime⁶⁰ », nous disait Bruno Latour le 3 avril.

Il s'agit donc d'un choix très conscient lorsque, d'ordinaire, vous défendez vos acquis au détriment de la majorité. L'inexorabilité de la logique néolibérale a été balayée d'un coup par des décisions politiques. « L'argent magique⁶¹ » était là. 750 milliards d'euros ont été placés sur la table dans la nuit du 18 au 19 mars par la BCE⁶². Cette dernière a également demandé aux banques de la zone euro de ne pas verser de dividendes ni de racheter

d'actions propres jusqu'en octobre⁶³ et la Commission européenne a suspendu les règles de discipline budgétaire le 20 mars⁶⁴ dernier, frappant de plein fouet les principes idéologiques de l'Union européenne ! Preuve est faite que l'économie de marché est révocable. Ce n'est qu'affaire de conservation de privilèges.

Cependant, je me dois de préciser ici qu'il vous aura fallu nous le rendre, ce temps, qu'il vous aura fallu tout arrêter. Vous ne l'avez pas fait de bon gré. Ce n'est pas par altruisme ou suite à une illumination soudaine que les dominants ont réagi si vite, mais bien par ce que Bourdieu appelait « l'écologie intéressée », ou dans le cas présent « l'économie intéressée ». Les pandémies ne connaissent pas les frontières de classe. « Il y a des coûts sociaux qui touchent tout le monde⁶⁵ ». La mort annule toute possibilité de domination et celle-ci ne saurait s'exercer si son cadre s'effondre.

Ceci dit, il ne faut pas oublier de mentionner toutes les personnes qui n'ont pas eu cette chance. Elles, qui étaient en première ligne comme les caissier.e.s, les éboueur.e.s, les livreur.se.s, les pompier.e.s et d'autres pour qui le gouffre les séparant du reste du monde fut inversement proportionnel à leur distance quotidienne au risque de contamination, sans oublier bien sûr le corps médical, déjà sacrifié depuis des décennies par la libéralisation toujours plus poussée de notre santé, que vous aurez laissé - entre autres - sans masques alors que les entreprises, elles, en recevaient⁶⁶...

Mais après tout, pourquoi s'en faire ? Avec le plan d'accompagnement à la transformation du système de santé (PATSS⁶⁷) annoncé en 2017, ce sont 1,2 milliards d'euros sur la masse salariale que les hôpitaux devront réaliser d'ici 2022. Alors autant qu'ils crèvent, du virus ou d'épuisement, c'est toujours ça de gagné. Vous aurez bien l'audace de leur faire ériger un petit monument conçu par Koons, payé par ceux-là même qu'il commé-mort ? Et pourquoi pas un géant Balloon Mask rose ? Les pigeons parisiens ne demandent que de nouvelles latrines.

Le secteur du BTP non plus n'a pas eu le droit à ce « luxe ». Le confinement n'était plus si vital après tout. Au lieu d'instaurer un service minimum et au mépris des recommandations des spécialistes, menacé par une Pénicaud aux œillères bien ajustées, l'économie passait à nouveau devant la santé publique alors que vous disiez très solennellement le 12 mars 2020 que « la santé n'a pas de prix⁶⁸ ». Apparemment si. Tout Versailles jubile et se croit dans un film d'époque.

Malgré tout, l'étincelle a bien eu lieu chez nombre d'entre nous et le feu se propage vite, alimenté par la colère accumulée des laissé.e.s-pour-compte de l'équation néolibérale et les grands coups de soufflet de l'indécence gouvernementale.

Personne n'aura eu le temps de reprendre son souffle que déjà, d'une opportune et lâche impudeur préméditée, vous asseniez de grands coups sur l'enclume sociale sous prétexte d'urgence sanitaire pulvérisant entre autres les 35 h, les congés payés et le repos dominical et ceci, sans consultation aucune et sans date limite. Quelle est exactement l'idée qui vous anime quand le patron du Medef et la secrétaire d'État à l'économie annonce le 11 avril que les Français devront mettre « les bouchées doubles⁶⁹ » à la sortie du confinement ? Ce report continu de responsabilité, n'a-t-il donc, comme votre incivisme, aucune limite ? Combien de temps pensez-vous que la base paiera encore docilement les erreurs d'un sommet dont l'affranchissement duquel l'impérieuse nécessité se fait sentir partout ? Il s'agit donc, encore une fois, de faire payer les petits pour engraisser un peu plus les gros déjà bien gras, le tout joliment drapé du même linge sale de culpabilité hypocrite servi à chaque crise du capitalisme sur lit de racisme social. Après le

confinement, le travail forcé. Et même pendant d'ailleurs pour beaucoup.

Le capitalisme est un cancer dont vous êtes les fières métastases incarnées. Une fosse septique paraît moins viciée. Tel un enfant profitant que ses parents aient le dos tourné, vous avez sauté sur l'occasion pour (re)mettre en application ce que Naomi Klein a si bien décrit dans son livre *La stratégie du choc*. D'ailleurs, votre réaction fut si rapide qu'il ne peut s'agir d'une action spontanée et il est fort à parier que des cris de soulagement ont fusé à Matignon : ENFIN !

Notre société est de telle façon construite que ces occasions se renouvellent d'elles-mêmes tant le dysfonctionnement est érigé en norme, elle en est même devenue dépendante, si bien que les états sécuritaires comme la France ou les États-Unis n'ont qu'à « attendre » que les situations d'exception se produisent – on voit là l'utilité de *la loi de la conservation de la violence* – afin de les exploiter à leur avantage comme l'a montré Michel Foucault. À l'état d'urgence se succède l'état d'urgence sanitaire, nous plongeant dans un état de crise perpétuelle dont la pérennisation coupe court à toute dimension politique et humaine de la vie. « Une société qui vit dans un état d'urgence permanent ne peut pas être une société libre⁷⁰ », nous explique le philosophe Giorgio Agamben et, rejoignant ce que Gramsci écrivait, lorsque « l'état d'exception [devient] la règle, la vie de l'*homo sacer* se renverse en une existence sur laquelle le pouvoir souverain ne semble plus avoir aucune prise.⁷¹ »

*

Bien sûr, il nous faut aussi réfléchir au cas où le bon sens ne l'emporterait pas. Si, malgré l'urgence, vous vous obstinez à vouloir nous précipiter dans l'abîme, la situation se corserait. Vous vous placeriez, vous et vos pairs, en ennemis de l'humanité. C'est pourquoi, comme personne ne va à l'abattoir volontairement sans se débattre, il nous faudra réagir et la violence de cette réaction tout comme son imprévisibilité sera tant proportionnelle à l'imminence de la fin qu'à votre résistance.

Connaissez-vous le livre *La violence : oui et non, une discussion nécessaire* de Günther Anders ? Si non, c'est à lire. Non pas pour sa qualité littéraire incroyable – on aurait aimé qu'il développe plus – mais bien pour son implacable logique. Il est surprenant de lire qu'un philosophe de sa stature, récipiendaire du prix Adorno⁷² en 1983, arrive à 85 ans à encourager l'intimidation et le meurtre d'hommes politiques. Parlant du nucléaire, il démontre que nous sommes en situation de légitime défense et qu'en tant que tel, la violence est justifiée, et même obligatoire. Il s'agit de survie. Il rejette en bloc les actions non-violentes, les reléguant à des happenings pour adolescents sans efficacité aucune.

« Rester aujourd'hui mesuré et civilisé serait non seulement faire preuve de nonchalance, ce serait aussi une marque de lâcheté, cela reviendrait à trahir les générations futures. Contre les monstres menaçants qui, tandis que les forêts disparaissent, s'élèvent dans le ciel pour, demain, faire de la Terre un enfer, une « résistance non-violente » n'a aucun effet ; ce n'est ni par des discours ou des prières, ni par des grèves de la faim et encore moins par des flatteries que nous les chasserons. (...) Non, il nous faut maintenant attaquer physiquement et rendre systématiquement inutilisables ces monstres qui nous ont envahis et qui, menaçant de semer le chaos ou plutôt de ramener la Terre à son état de chaos originel, constituent une menace permanente pour l'humanité et nous plongent dans un état d'urgence généralisé.⁷³ »

Anders, militant écologiste antinucléaire et malade au moment de l'écriture de ce livre, publie cet ouvrage peu après Tchernobyl en 1987 et on peut sentir une certaine panique

entre les lignes. Qu'aurait-il écrit après la catastrophe de Fukushima ? Qu'en est-il de toutes ces centrales qui, par souci perpétuel de rentabilité – pardon, d'optimisation –, souffriront plutôt tôt que tard de défaillances ? Malgré l'effroi bien compréhensible du philosophe, la menace dont il parle est bien réelle, mais il aurait dû, dans cet ouvrage, étendre sa critique au capitalisme dans son ensemble. C'est le cadre qu'il faut changer, le contenu suivra.

Concernant l'inefficacité de la non-violence, le philosophe anarchiste Peter Gelderloos arrive à des conclusions similaires dans son livre *Comment la non-violence protège l'État : Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux* et il va même plus loin lorsqu'il avance que celle-ci entretient les structures en place lorsqu'elle est utilisée seule. Il revient sur les figures phares avancées par les pacifistes comme Mohandas Karamchand Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela pour rappeler que leurs luttes non-violentes n'ont « abouti » qu'assorties de leurs pendants violents. Violents et non-violents sont donc complémentaires, n'en déplaise aux radicaux des deux parties.

Comme nous l'explique Chamayou, « il n'y a d'opposant légitime, aux yeux du pouvoir, que celui qui est inapte à le menacer.⁷⁴ » Respecter les règles imposées par ceux-là même que l'on entend combattre, c'est précisément se conformer à des règles « faites pour [nous] priver des moyens de la lutte.⁷⁵ » Il faut donc adapter et coordonner les moyens à la situation pour des raisons stratégiques et systémiques, et ce, en dérogeant volontairement aux « règles fondamentales établies par ceux contre lesquels [nous] lutt[ons]⁷⁶ ».

Ce type d'ouvrages ré-enrichit l'imaginaire collectif de la résistance de potentialités, sinon oubliées, interdites par une morale dont les conflits d'intérêts sont manifestes. Leur relégation aux oubliettes de l'Histoire ne sert que les dominants.

Rappelons ici l'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.⁷⁷ »

Les Gilets jaunes m'auront donné la force de dire plus fort ce que j'avais dit si bas et mon cas ne doit pas être isolé. Si bas d'ailleurs que vous l'avez balayé d'un revers de la manche, sourire aux lèvres, comme pour le t-shirt LBD 2020⁷⁸. Il me paraissait alors vital de préciser ma pensée. Le caractère émancipateur d'un tel exercice est, je dois bien l'avouer, pleinement satisfaisant.

Rassurez-vous, il ne s'agit pas ici d'une invitation à vous suicider. Cela dit, le peu de cas que vous avez fait de mon message précédent – à moins bien sûr, comme je vous le demandais au début de ce texte que vous n'avez alors rien compris – m'évite toutefois de penser que vous seriez enclin à procéder si telle était mon intention. Et puis, je vous en crois incapable. Cela demande un niveau d'abnégation qui vous est étranger et enfin, cela n'aurait aucun intérêt. Ça pleurnicherait pendant une semaine sur tous les canaux officiels par convention et puis le train, si tant est qu'il ait ralenti, repartirait de plus belle. Vous n'êtes qu'un pion.

Certains s'offusqueront de cette nouvelle œuvre, crieront à la menace, la République est en péril, d'autres n'y verront que le cri désespéré d'un asocial naïf quand d'autres encore applaudiront. Trouver l'équilibre sur la ligne de démarcation amène automatiquement la discussion. Ça gratte.

Pour autant, aussi violente et morbide que cette œuvre soit – vous conviendrez que

l'époque s'y prête énormément – elle n'en reste pas moins un objet symbolique, une opinion tout au plus. Ici, le problème est ailleurs. Le scandale naît là où l'ordre établi est remis en doute, mettant à nu ses structures, vous permettant, à chaque interruption de la berceuse, de renforcer ses mesures coercitives. J'ai bien conscience de nourrir tant mes bourreaux que mes alliés. Ce n'est pas l'action qui est crainte, mais bien ce qu'elle insuffle de doutes. Dans la langue des dominants, le violent n'est pas celui qui fait violence, mais celui qui brise ses chaînes. Toute autre violence que la vôtre est donc forcément illégitime puisque l'État détient le monopole de la violence légitime. Il me semble alors superflu de discuter de la légitimité de mon action, du moins avec vous. Les dés sont pipés.

Anders encore nous aide à y voir plus clair : « La légitimité de ce monopole ne peut bien sûr jamais être prouvée puisque tout pouvoir revendiquant le monopole de l'exercice de la violence et ayant recours à elle ne « possède » le pouvoir que parce qu'il est, à tout moment, *en mesure de donner plus de poids à ce monopole de la violence à l'aide de la violence elle-même*. (...) Bref, *la violence légitime la violence*. Du moins, elle semble la légitimer.⁷⁹ »

Seulement, cette question de la légitimité, quoi que vous pensiez qu'elle vous est acquise et non-discutable, est, dans l'interrègne dont parlait Gramsci, une question essentielle et la surenchère sécuritaire à laquelle vous vous adonnez ne saurait (re-)asseoir la vôtre, si tant est qu'elle l'ait jamais été puisque plus d'un électeur sur deux ne vous a pas choisis. C'est même tout l'inverse.

En dépensant 17,5 millions d'euros pour 4 années de grenades lacrymogènes en août 2017⁸⁰ et en lançant un nouvel appel d'offre de 3 millions le 3 mars dernier⁸¹, toujours pour des grenades lacrymos, auxquelles s'ajoutent les 1730 lanceurs LBD⁸² en novembre 2019 et les 4 millions d'euros de drones supplémentaires le 15 avril⁸³ alors que, entre autres, nos hôpitaux se meurent – littéralement eux aussi –, vous signez les aveux d'une compréhension du social hors-norme, mais rien d'étonnant pour autant puisque « la matraque est le *telos* du code de conduite⁸⁴ ». Est-il nécessaire d'ajouter à cette liste déjà macabre les appels d'offre pour 40 000 grenades de désencerclement en mai 2019⁸⁵ et les 25 millions de cartouches pour fusils d'assaut en juin 2019⁸⁶ ?

« La légitimité, nous explique Frédéric Lordon, n'est pas une propriété substantielle, qui se transporterait dans le temps comme ça, inaltérée, acquise une fois pour toute. La réalité est tout autre : on est légitime... tant qu'on est reconnu comme légitime. Tel est le fin mot de la légitimité : elle n'est qu'un effet d'opinion, une circularité, certes, mais qui doit être impérativement soutenue par la croyance collective – et pas juste par un simple décret. Si bien que la légitimité ne dure que ce que dure la reconnaissance. Et pas une seconde de plus.⁸⁷ » Le constat est là : il ne vous reste que vos grenades pour pleurer.

Puisque discuter de la question de la légitimité avec les dominants devient absurde, reste à savoir qui de nous deux est la réelle menace. C'est-à-dire, qui de nous deux détient le potentiel de nous détruire et s'acharne à le réaliser pleinement.

À moins de n'avoir pas suivi avec assiduité depuis le début, s'il en est qu'une énième démonstration était nécessaire et sans avoir dressé la liste exhaustive des méfaits du capitalisme ou de votre autoritarisme, vous avez dû arriver à la même conclusion que moi. Je ne voudrais pas devoir (re)mettre en doute vos capacités intellectuelles. Il devient d'ailleurs assez compliqué de se convaincre que vous ne saviez pas. Une question s'impose alors comme légitime, elle : « Voulez-vous tous nous tuer ? » Et cette dernière constitue une solide interprétation complémentaire de ce nœud coulant interrogatif.

« Il est dans l'essence de la fin de justifier les moyens nécessaires pour l'atteindre, nous dit Hannah Arendt, mais quelle fin pourrait justifier des moyens susceptibles d'anéantir l'humanité et la vie organique sur terre ?⁸⁸ »

*

Peut-être tout simplement que vous ne savez pas ce que vous faites. Que ce soit parmi vos propres rangs ou chez vos ménestrels officiels, la question se pose et à raison. Cette fameuse « pensée complexe⁸⁹ » ne désigne pas autre chose. Votre déconnexion du réel est telle qu'il vous est – peut-être – strictement impossible de comprendre ce qui se passe, ce que les gens vivent au quotidien et ce que ça implique. Cette carte a pourtant déjà été jouée en 1936 lorsqu'au « cours des négociations à Matignon, le principal représentant patronal s'était montré étonné, scandalisé, du niveau « anormalement bas » de certains salaires.⁹⁰ » Cette redondance est aussi nécessaire qu'indécente, mais nous attendons tout de même l'épisode de la brioche avec impatience⁹¹.

Votre monde est malheureusement ainsi fait, loin du nôtre. La *distanciation sociale* est fait historique, conséquence structurelle d'une hyper-verticalité du pouvoir à abattre. Depuis votre meurtrière, tout est sans substance. Il n'y a pas que votre piscine qui est *hors-sol*⁹². C'était pourtant un signe clair, peut-être même, soyons fou, un appel de détresse inconscient. Pauvre de vous ! Ne vous inquiétez pas, il y aura bientôt assez de haine dans les douves pour passer à gué.

Mais à ce stade, savoir si vous ne pouvez ou ne voulez importe peu. Il sera bien temps après de déterminer votre état psychologique d'alors. Pour le moment, il nous faut agir.

Il se pourrait aussi – attention, je fais un effort – que, comme Marx le disait, si les dominants sont [réellement] dominés par leur domination, c'est-à-dire s'il vous est structurellement impossible de sortir de l'engrenage par vous même, et ce malgré la connaissance, d'ordinaire émancipatrice, de cette structure, seule une action extérieure pourra torpiller la machine. Il nous faudra alors vous donner un coup de pouce.

Là encore, savoir si vous ne pouvez ou ne voulez importe peu. Il sera bien temps après de déterminer votre responsabilité exacte. Peu importe comment on aborde le problème, la conclusion reste la même. Pour le moment, il nous faut agir.

« *L'état d'urgence justifie la légitime défense, la morale l'emporte sur la légalité*⁹³ » selon Kant.

Il est donc grand temps de changer de tactique. Il ne s'agit pas d'observer docilement le sacre de l'État dystopique autoritaire dont le caractère fictionnel tend à s'évanouir à mesure que le déploiement de vos drones dans l'espace public et le dépeçage de nos libertés individuelles⁹⁴ réalisent son plein potentiel dans le délitement d'une Europe en proie à la concurrence cannibale exacerbée.

Même si la reproduction à l'identique des schémas du passé ne paraît pas plausible, le monde néolibéral d'aujourd'hui en ceci qu'il détruit le politique, l'homme et son propre monde, en ceci qu'il produit des masses apolitiques toujours plus importantes d'individus soumis à l'isolement et promis à l'atomisation, présente, selon la définition d'Arendt, des similitudes frappantes avec les régimes totalitaires dont une forme nouvelle tend à se définir sous nos yeux, globalisation et technologie aidant. D'autres signes les distinguent, les conditions historiques notamment, mais le nombre grandissant d'individus mis au ban

de la société jetés En Marche ! de wagons de marchandises, la méfiance croissante envers un pouvoir hypocrite et l'instrumentalisation de la sphère publique au profit d'intérêts privés sont autant de signes précurseurs alarmants.

L'air devient rare, les espaces de repli s'amenuisent et la possibilité d'être soi-même s'estompe à mesure que la société de contrôle déploie ses tentacules numériques, mais, l'état de désolation, caractéristique de ce type de régime, c'est-à-dire la dissolution du moi, l'incapacité de dialoguer avec soi-même et conséquemment avec autrui – l'annihilation du fait politique –, n'a pas encore été atteint et c'est là source d'espoir.

C'est pourquoi il nous faut agir tant que la faculté de former des convictions et de les partager ne s'est pas dissoute, tout comme les Gilets Jaunes ont rompu l'isolement qu'ils croyaient être le leur, mais sans précipitation, avec des objectifs et des moyens adaptés. Arendt nous explique dans son livre *Responsabilité et jugement*, que l'impuissance, c'est-à-dire « l'absence de pouvoir, qui présuppose toujours l'isolement, est une excuse valide pour ne rien faire », mais que « cet argument, [...] est entièrement subjectif ; son authenticité ne peut être démontrée que par la volonté de souffrir.⁹⁵ » Il faut bien comprendre que, ne rien faire, c'est assumer la responsabilité « pour des choses que nous n'avons pas faites⁹⁶ », c'est assumer « les conséquences de choses dont nous sommes entièrement innocents⁹⁷ ». Rien ne peut nous dispenser de la responsabilité collective que la vie en société implique, aussi absurde soit-elle. Dites-moi si je me trompe, mais il n'existe aucun moyen durable d'échapper à l'hégémonie capitaliste tant son emprise est totale.

Une fois ceci assimilé, il ne reste que peu de choix. L'obligation de partager la responsabilité de notre anéantissement, aussi faible soit-elle, étant inacceptable, restent alors deux options : « la faculté politique par excellence⁹⁸ », c'est-à-dire la faculté d'action, ou le suicide. À cette dernière, Camus oppose une réponse claire qui a le mérite salutaire de nous ramener à la première. La prise de conscience de l'absurdité de ce monde, nécessite-t-elle donc le suicide ? Non, elle nécessite la révolte.

M. le Président, je ne saurais dire si vous en êtes conscient, mais tout ceci ne m'amuse guère. Même si l'exercice est libérateur, ses conclusions sont pesantes. Je préférerais ne pas avoir à combattre, mais il le faut. Servigne et Gauthier nous le disent. C'est toujours en dernière instance que le monde du vivant a recours à l'agressivité, car il y a « trop à perdre⁹⁹ ». Nous en sommes là.

« La lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un cœur d'homme¹⁰⁰ », écrivait aussi Camus à propos de Sisyphe, mais à la différence de ce dernier, je sais que notre tâche trouvera une fin, notre survie en dépend, mais « ceux qui m'obligent à briser le tabou du meurtre peuvent être certains que je ne leur pardonnerai jamais.¹⁰¹ »

Il y a fort à parier que cette juxtaposition fera bondir les camusiens, et à juste titre, mais l'œuvre de Camus, dont l'idéal, très marqué par son contexte historique, ne doit JAMAIS être oublié, demanderait à être actualisé à la lueur d'une menace aussi totale qu'absente à son époque.

Dans la société arapesh, jamais il ne me serait venu à l'esprit de tels extrêmes. Les conditions de création de cette œuvre n'existeraient pas... Le monde néolibéral tend le bâton pour se faire battre. C'est peut-être, comme pour votre piscine, un appel à l'aide. L'heure n'est plus à la fausse pudeur.

Avant qu'il ne soit trop tard, avant que notre fin soit entérinée, ne devrions-nous pas plutôt

que de se confronter, travailler ensemble à un système prosocial non mortifère où les gens comme vous ne pourraient fleurir, où « les facteurs déterminants de sa toute première éducation, marqueront [l'enfant] comme un être paisible, satisfait de son sort, ignorant agressivité, goût du risque et jalousie, comme un être débonnaire, tendre et confiant ?¹⁰² »

Par chance, l'empoisonnement n'a pas encore paralysé l'ensemble du corps social, celui-là même dont vous devriez épouser les formes, et même si la fatigue s'accumule à mesure que la colère grandit, il sera bien temps de se reposer lorsque nous serons morts, finalement et fatalement immobilisé par le départ de cette vie dont vous vous efforcez d'avilir jusqu'à la nature.

L'emprise de ce monde sur les esprits est certes profonde et les changements à entreprendre paraissent gigantesques, d'autant qu'ils doivent être coordonnés à l'échelle planétaire, mais la fragilité de ses structures et notre capacité naturelle à coopérer – si tant est que l'environnement le permette – aideront sans nul doute à en redéfinir le fonctionnement. Il s'agit là de politique, la vraie, de cet espace entre-les-hommes qui vous fait tant peur. Pour Arendt, la politique, c'est la conséquence de la pluralité humaine, elle découle de la réciprocité d'êtres différents, c'est cet espace intermédiaire de rencontre qui naît de nos différences que votre monde tente continuellement d'uniformiser. Le *monde moderne*, façonnant le paysage à la manière d'un balayeur de curling, modelant un désert sans dunes, est par essence l'ennemi de la politique et par là même, l'ennemi de l'Homme. Pour autant, la politique n'est pas consubstantielle à l'humain. Tout comme l'électricité, la politique est un mouvement qui naît d'une différence de potentiel, mais elle a besoin d'un matériau conducteur. Il s'agit donc de (re)créer les conditions fécondes de (ré)apparition de la politique, le reste suivra naturellement. Mais à la différence de l'électricité, nous avons conscience de notre potentiel commun. Je ne crois pas que 400 ans de libéralisme peuvent effacer ce que nous savions déjà faire avant de pouvoir le nommer.

Dans son livre *Qu'est-ce que la politique ?*, Arendt clôture avec une lueur d'espoir salvatrice : « tout reste possible¹⁰³ », nous dit-elle, dans ce « monde-désert » dans lequel « nous vivons et [...] nous nous mouvons¹⁰⁴ » tant que les « tempêtes de sable¹⁰⁵ » totalitaires n'ont pas complètement annihilé « les deux facultés humaines qui nous rendent capables de transformer patiemment le désert plutôt que nous mêmes¹⁰⁶ », à savoir « les facultés conjointes de la passion et de l'action ». De miracles, il n'existe pas et pourtant, s'il y a bien un espace où l'on peut observer leur manifestation la plus tangible, c'est cet espace où se joue la liberté, le sens de la politique. L'agir. Les étincelles fleurissent à mesure que les court-circuits se généralisent. Et l'inédit surgit, l'Histoire en est témoin : black-out éclairé.

« Des indignés d'Europe aux citoyens américains criant leur colère contre Wall Street, frappante est la charge [éthique](#) des indignations passant aujourd'hui à l'acte, en claire résonance avec la dimension éthique des causes civilisationnelles à défendre. Quelque chose de profond remue la politique. Disons à la façon de Jaurès : un peu d'indignation éloigne de la politique, beaucoup y ramène. Ou plutôt doit amener à une sorte neuve d'action, non point révolution à l'ancienne pour des transformations par en haut dont la faillite est consommée, mais engagement [à tout niveau](#) d'appropriations communes en des formes novatrices d'initiative et d'organisation – l'heure est ici à l'invention. À ce prix pourra commencer d'être mise en dérouté la fatalité du pire¹⁰⁷ » écrivait Lucien Sève en 2011. Sa mort des suites du Covid-19 à l'âge de 93 ans le lundi 23 mars dernier n'aurait pas pu mieux illustrer la pertinence de son article. L'ironie est tragique.

M. le Président, je renouvelle mon invitation à changer avec la même candeur initiale. Cette

modeste tentative, loin d'être exhaustive ou suffisante, s'ajoutera à la déjà trop longue pile de mises en garde. Je ne peux que le deviner, mais ce qui vient, quoi que je pense, souhaite ou espère, quoi que vous pensiez, souhaitiez ou espériez, ne se fera pas dans le calme, mais je ne vous apprend rien.

« Nous sommes [effectivement] en guerre¹⁰⁸ », celle pour notre survie et si nous voulons donner raison à Camus, il me paraît tout aussi évident qu'à vous, à moins d'avoir rêvé, que nous devons nous réinventer, [vous les premiers]¹⁰⁹ et vite. Patience et Indulgence sont en rupture de stock, comme les masques.

Futuralement vôtre,

Jérémie Pujau



Crédits :

Bandeau : Soan Naos Pujau, sans titre, 42 x 59,4 cm ; techniques mixtes ; avril 2020.

Sculpture : Le champ de possibles, 3/3, 25 x 45 x 165 cm ; acier, corde, béton huilé ; 2020.

Version PDF mise en page [disponible ici](#).

références

1. ↑ Sartre (Jean-Paul), [Les séquestrés d'Altona](#), Gallimard (Folio), 1959, p. 374-375
2. ↑ Nizan (Paul), [Les Chiens de garde](#), 1932.
3. ↑ Cusset (François), « [Si chers amis](#) », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2016.
4. ↑ Lordon (Frédéric), « [Quelle « violence légitime » ?](#) », *Les blogs du « Diplo », La pompe à phynance*, 14 janvier 2020.
5. ↑ Gramsci (Antonio), [Cahiers de prison](#), Tome I, Cahier 3, (1930), §34, Paris, Gallimard, 1996, p. 282 sq. Traduction de Monique Aymard et Françoise Bouillot.
6. ↑ Titre de [la lettre aux Français](#) de François Hollande publiée dans *Libération* le 2 janvier 2012.
7. ↑ [Constitution du 4 octobre 1958](#).
« Can the Corporation Survive? », Michael C. Jensen and William H. Meckling, p. 32
8. ↑ du *Financial Analysts Journal*, January/February 1978, vol. 31, no. 1, cité par Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable*, La Fabrique, 2018, p. 215
9. ↑ *Le Figaro*, « [Jean-Claude Juncker : « La Grèce doit respecter l'Europe](#) », 28 janvier 2015.
10. ↑ Cassen (Bernard), « [Résurrection de la « Constitution » européenne](#) », *Le Monde diplomatique*, décembre 2007.
11. ↑ WWF, « [Le Jour du dépassement](#) ».
12. ↑ *Le Monde*, « [Jour du dérèglement : à compter de jeudi 5 mars, la France a une dette climatique](#) », 04 mars 2020.
13. ↑ UNESCO, [United Nations World Water Development Report](#), 22 mars 2020.
14. ↑ *Le Monde*, « [L'eau à l'épreuve des changements climatiques](#) », 22 mars 2020.
15. ↑ Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, « [Tackling climate change through livestock](#) ».
« Notre avenir à tous », rapport rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur
16. ↑ l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies sous la direction de la première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland.
17. ↑ SHAH (Sonia), « [Contre les pandémies, l'écologie](#) », *Le Monde Diplomatique*, mars 2020.
18. ↑ Le nombre de victime est estimé entre 23,6 millions et 43,8 millions, <https://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet>
19. ↑ *Ibid.* note 17
20. ↑ [La Haine](#), film de Mathieu Kassovitz, 1995.
21. ↑ *Ibid.* note 17
22. ↑ *Ibid.* note 20
23. ↑ Lordon (Frédéric), « [Détruire le capitalisme avant qu'il ne nous détruise \(à propos de Lubrizol\)](#) », *Les blogs du « Diplo », La pompe à phynance*, 7 octobre 2019.

24. ↑ Anders (Günther), [La violence : oui et non, une discussion nécessaire](#), éditions Fario, 2014, p. 119
25. ↑ *Ibid.* note 7
26. ↑ Servigne (Pablo) et Chapelle (Gauthier), [L'entraide, l'autre loi de la jungle](#), Les liens qui libèrent, Poche, 2019, p. 15
27. ↑ *Ibid.* p. 292
28. ↑ Terme emprunté à Pablo Servigne et Gauthier Chapelle.
Le 4 novembre 1991 sur TF1, en pleine affaire du sang contaminé, Georgina
29. ↑ Dufoix, alors ministre socialiste des Affaires sociales avait profondément choqué l'opinion et signé la fin de sa carrière politique avec cette formule.
30. ↑ [Le Parisien, « Coronavirus : y a-t-il eu retard à l'allumage au sommet de l'Etat ? »](#), 18 mars 2020.
31. ↑ [Le Canard enchaîné](#), 6 mai 2020.
La loi Pacte : le bon plan retraite, BlackRock France, Paris, juin 2019, cité par
32. ↑ Sylvain Leder, [« BlackRock, la finance au chevet des retraités français »](#), *Le Monde Diplomatique*, janvier 2020
33. ↑ *Ibid.* note 26, p. 54
34. ↑ [Ballast, « Bernard Friot : « La gauche est inaudible parce qu'elle ne politise pas le travail » \(2/2\)](#), 13 juin 2019.
35. ↑ Mead (Margaret), [Mœurs et sexualité en Océanie](#), Pocket, 2004, collection dirigée par Jean Malaurie, p. 37
36. ↑ *Ibid.*, p. 39
37. ↑ *Ibid.*, p. 41
38. ↑ *Ibid.*, p. 45
39. ↑ *Ibid.*, p. 52
40. ↑ *Ibid.* note 26, p. 59-60
41. ↑ *Ibid.* note 26, p. 297
42. ↑ Wilson (David S.), 2015 p. 109, cité par Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, Les liens qui libèrent, Poche, p. 272
43. ↑ CHAMAYOU (Grégoire), [La société ingouvernable](#), La Fabrique, 2018 p. 179
44. ↑ Bourdieu (Pierre), [Contre-feux](#), Raisons d'agir, Paris, 1998, p. 46
45. ↑ Lordon (Frédéric), [« Les connards qui nous gouvernent »](#), *Les blogs du « Diplo »*, *La pompe à phynance*, 19 mars 2020.
46. ↑ À titre indicatif, ce sont [25 000 personnes qui meurent de faim chaque jour](#) et [9 millions qui meurent prématurément chaque année dûs à la pollution](#).
47. ↑ *Ibid.* note 43, p. 178
48. ↑ *Ibid.* note 44
49. ↑ [Ballast, « Bernard Friot : « Je pratique à la fois christianisme et communisme »](#),(1/2), 11 juin 2019
50. ↑ INSEE, [Le travail domestique : 60 milliards d'heures en 2010](#)
51. ↑ [Réseau salariat, « Bernard Friot : un droit au salaire à vie pour « libérer le travail de la folle logique capitaliste »](#), 9 janvier 2020.
52. ↑ [Le Comptoir, « Bernard Friot : « Nous pouvons organiser nous-mêmes le travail, sans employeurs, ni prêteurs »](#), *Luc Toupense*, 6 octobre 2017.
53. ↑ [The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 2009](#).
54. ↑ Cardenas (Juan Camilo) & Sethi (Rajiv), [« Elinor Ostrom : par-delà la tragédie des communs »](#), *La vie des idées*, traduit par Arianne Dorval, 11 octobre 2016.

55. ↑ Wilson (David Sloan), Ostrom (Elinor), Cox (Michael E.), « [Generalizing the core design principles for the efficacy of groups](#) », 2013, p. 10
56. ↑ *La Tribune*, « [Pandémie : quatre humains sur dix incités ou astreints à se confiner](#) », AFP, 29 mars 2020.
57. ↑ *Le Figaro*, « [Coronavirus: 11,3 millions de Français en chômage partiel, le système va être adapté](#) », 29 avril 2020.
Selon une étude de l'INSEE publié en mars 2019, la population active française comptait en 2017 29,7 millions de personnes de 15 ans ou plus en France (hors Mayotte) dont 26,9 millions d'actifs ayant un emploi et 2,8 millions de personnes au chômage - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3676623?sommaire=3696937>
58. ↑ L'expression formulée en 2004 par Patrick Le Lay, alors président-directeur général du groupe TF1 : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. », https://fr.wikipedia.org/wiki/Temps_de_cerveau_humain_disponible
59. ↑ *France Inter*, [L'invité de 8h20 : le grand entretien](#), 3 avril 2020.
60. ↑ À une soignante se plaignant du manque de moyens dans les hôpitaux, Emmanuel Macron répond : « [Y'a pas d'argent magique](#) », *Libération*, 5 avril 2018.
61. ↑ *Le Figaro*, « [Coronavirus : la BCE débloque une enveloppe de 750 milliards](#) », 19 mars 2020.
62. ↑ *Le Figaro*, « [La BCE demande aux banques de la zone euro de ne pas distribuer de dividendes au moins jusqu'en octobre](#) », 27 mars 2020
63. ↑ *Le Monde*, « [Coronavirus : l'UE prend la décision inédite de suspendre les règles de discipline budgétaire](#) », 20 mars 2020.
64. ↑ [La sociologie est un sport de combat](#), film de Pierre Carles, 2001.
65. ↑ *Mediapart*, « [Masques : après le mensonge, le fiasco d'état](#) », 10 avril 2020.
Direction générale de l'offre de soins, « [PATSS 2018-2022 : Présentation de la méthode proposée pour la fixation des objectifs régionaux d'évolution de la masse salariale des établissements publics de santé](#) »,
66. ↑ Allocution d'Emmanuel Macron sur le coronavirus, 12 mars 2020.
67. ↑ *France info*, « [Le Medef et le gouvernement veulent que les Français travaillent plus après le confinement](#) », 12 avril 2020.
68. ↑ *Le Monde*, « [Giorgio Agamben : L'épidémie montre clairement que l'état d'exception est devenu la condition normale](#) », 24 mars 2020.
69. ↑ Agamben (Giorgio), [Bartleby ou la création](#), Circé, 1995. p. 166
70. ↑ [Le prix Theodor-W.-Adorno](#) (Theodor-W.-Adorno-Preis) récompense des contributions exceptionnelles dans les domaines de la philosophie, de la musique, du théâtre et du cinéma.
71. ↑ *Ibid.* note 24, p. 158
72. ↑ *Ibid.* note 43, p. 150
73. ↑ *Ibid.*
74. ↑ X (Malcolm), *Le pouvoir noir*, Maspero, Paris, 1966, p. 201, cité par Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable*, La Fabrique, p. 150
75. ↑ [Constitution du 24 juin 1793, Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen](#) »
76. ↑ *Le Parisien*, « [À Angoulême, Macron pose avec un tee-shirt « LBD 2020 », les policiers vent debout](#) », 30 janvier.
77. ↑ *Ibid.* note 24, p. 120-121
78. ↑ [Acquisition de grenades et de moyens de propulsion pour les besoins de la Gendarmerie et Police Nationales](#), 8 août 2017.
79. ↑
80. ↑

81. ↑ [Acquisition d'aérosols lacrymogènes au profit de la police nationale et de la gendarmerie nationale](#), 3 mars 2020.
82. ↑ [LBD_40](#), 27 novembre 2019.
83. ↑ [Drones](#), 15 avril 2020.
84. ↑ Rowe (James K.), « Corporate Social Responsibility as Business Strategy », p. 155, cité par Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable*, La Fabrique, 2018, p. 164
85. ↑ [Acquisition de grenades à main de désencerclement à destination de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale](#), 2 mai 2019.
86. ↑ [Acquisition de cartouches de service de calibre 5,56 x 45 au profit des unités de gendarmerie nationale et de la police nationale, de la direction de l'administration pénitentiaire et de la DGDDI](#), 16 mai 2019.
87. ↑ *Ibid.* note 4
88. ↑ Arendt (Hannah), [Qu'est-ce que la politique ?](#), éditions du Seuil, 2014, p. 285
89. ↑ *Le Monde*, « [Ce que Macron veut faire de son Congrès à Versailles](#) », 29 juin 2017.
90. ↑ Delarue (Jacques), « [Juin 1936. La grève chez Renault à seize ans](#) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986 / 6 / p. 7/10
91. ↑ Rousseau (Jean-Jacques), *Les Confessions*, « Enfin je me rappelai le pis-aller d'une grande princesse à qui l'on disait que les paysans n'avaient pas de pain, et qui répondit : qu'ils mangent de la brioche. »
92. ↑ *Le Parisien*, « [La piscine à 34 000 euros du président Macron fait des remous](#) », 21 juin 2018.
93. ↑ KANT (Immanuel) cité par Günther Anders, *La violence : oui et non, une discussion nécessaire*, éditions Fario, 2014, p. 77
94. ↑ *Le Monde*, « [Coronavirus : L'état d'urgence sanitaire ouvre des brèches dans l'état de droit](#) », 28 mars 2020.
95. ↑ Arendt (Hannah), [Responsabilité et jugement](#), 2009, Petite Bibliothèque Payot /Philosophie/ 698, p. 209
96. ↑ *Ibid.* p. 210
97. ↑ *Ibid.*
98. ↑ *Ibid.* p. 211
99. ↑ *Ibid.* note 26, p. 22
100. ↑ CAMUS (Albert), [Le Mythe de Sisyphe \(essai sur l'absurde\)](#), Folio essais, écrit en 1942, édition numérique, 2016, p. 168
101. ↑ *Ibid.* note 24, p. 161
102. ↑ *Ibid.* note 35, p. 64
103. ↑ *Ibid.* note 87, p. 292
104. ↑ *Ibid.* p. 291
105. ↑ *Ibid.* note 102
106. ↑ *Ibid.* p. 292
107. ↑ Sève (Lucien), « [Sauver le genre humain, pas seulement la planète](#) », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2011.
108. ↑ Allocution d'Emmanuel Macron sur le coronavirus, 16 mars 2020.
109. ↑ Reprise à mon compte de la phrase « Sachons nous réinventer, moi le premier », prononcée lors de l'allocution télévisuelle d'Emmanuel Macron sur le coronavirus, 13 avril 2020.